

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

**DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION**  
**BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME**

**D.R.I.R.E.**

**D.R.I.R.E.**  
Région Lorraine

**Arrêté n° 2004-2989**

**26 NOV. 2004**

Subdivision de **BAR-LE-DUC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**Société INEOS CHLOR**  
**A BALEYCOURT**

Le **PRÉFET** de la **MEUSE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le code de l'environnement et notamment le Livre V,
- Vu le décret 77-1131 du 21 septembre 1977 modifié, article 20,
- Vu l'ordonnance n°2001-270 du 28 mars 2001 complétée par le Décret n°2002-460 du 4 avril 2002 modifiant le Code de la Santé Publique;
- Vu le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets;
- Vu le décret n° 2002-460 du 4 avril 2002 relatif à la protection générale des personnes contre les dangers des rayonnements ionisants;
- Vu le décret n° 2003-296 du 31 mars 2003 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2473 du 5 juillet 1976 autorisant la Société ICI C&P FRANCE à exploiter une usine de produits chimiques sur la Zone Industrielle de BALEYCOURT à VERDUN, modifié par les arrêtés préfectoraux n°87-1123 du 30 avril 1987, n° 88-2422 du 24 juin 1988, n° 88-2419 du 30 juin 1988, n° 91-0003 du 2 janvier 1991, n° 92-1950 du 7 mai 1992, N° 92-2115 du 22 mai 1992, n° 92-3128 du 8 juillet 1992, N° 93-2383 du 19 octobre 1993, n° 94-3269 du 18 octobre 1994, n°95-0177 du 26 janvier 1995, n° 96-1058 du 7 juin 1996, n° 96-50 du 11 mars 1999, n° 2000-2122 du 20 septembre 2000 et 2000-2951 du 18 décembre 2000;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2001-1386 du 27 juin 2001 autorisant la Société INEOS CHLOR à reprendre l'exploitation des activités autorisées par les arrêtés sus visés;

Vu l'arrêté n°2001-2728 du 23 novembre 2001;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'Industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 24/05/04

Vu l'avis du CDH en date du 27 septembre 2004,

Considérant que la Commission Interministérielle de Radioéléments Artificiels (CIREA) a été supprimée par décret du 22 février 2002 et par voie de conséquence, les autorisations délivrées par cette commission devenant caduques,

Considérant que c'est l'autorisation préfectorale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement qui régit la détention et l'utilisation des sources radioactives,

## A R R E T E

### Article 1

Le tableau de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté 2001-2728 du 23 novembre 2001 est modifié comme suit:

<u>Numéro de nomenclature:</u>	<u>Activités</u>	<u>Capacité/classement:</u>
1720-3-b	Utilisation, dépôt et stockage de substances radioactives, sous formes de sources scellées conformes aux normes N.F.M61-002 et N.F.M61-003, contenant des radionucléides du groupe 3 pour une activité totale, égale ou supérieure à 3700 MBq (0,1 Ci), mais inférieure à 3700 GBq (100Ci).	10 sources totalisant 18 666,50 MBq.

### Article 2      **Détention et mise en œuvre de radionucléides sous forme de sources scellées:**

#### Article 2-1:

Dès notification du présent arrêté, la Société INEOS CHLOR désignera à l'inspection des installations classées, une personne physique directement responsable de l'activité nucléaire. Cette

personne est notamment chargée de la mise en œuvre des mesures de protection et d'information des personnes susceptibles d'être exposées au rayonnement (article L. 1333-8 du code de la santé publique), de la transmission à l'IRSN des informations relatives à l'inventaire des sources (article L. 1333-9 du code de la santé publique) et est tenue de déclarer tout incident ou accident (article L. 1333-3 du code de la santé publique).

Cette personne sera habilitée PCR (personne compétente pour les radioéléments). Tout changement de personne responsable fera l'objet d'une information du Préfet et de l'IRSN.

**Article 2-2:**

La présente autorisation porte sur l'utilisation de 10 sources scellées du groupe 3, d'une activité de 18 666,50 MBq (voir annexe )

**Article 2-3:**

Les sources visées à l'article précédent sont utilisées dans les locaux visés à l'annexe.

**Article 2-4:**

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

**Article 2-5:**

Au cours de l'emploi des rayonnements, les sources sont placées à une distance limitant un lieu accessible aux tiers ou un lieu public tel que le débit d'équivalent de dose ne dépasse pas 1 mSv/an.

Au besoin un écran supplémentaire en matériau convenable est interposé sur le trajet des rayonnements pour amener le débit d'équivalent de dose au niveau indiqué ci-dessus.

**Article 2-6:**

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité sont placés d'une façon apparente et appropriée à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article R 231-81 du code du travail, la signalisation est celle de cette zone.

**Article 2-7:**

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées avant le 15 février de chaque année, un document de synthèse contenant notamment l'inventaire des sources détenues et des autorisations correspondantes, les rapports de contrôle de ces sources par des organismes visés à l'article R. 1333-43 du code de la santé publique, les résultats du contrôle des débits d'équivalent de dose et la justification du recours à une technologie nucléaire.

Le contrôle des débits d'équivalent de dose à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles aux tiers, les sources étant en position d'emploi, ainsi que de la contamination radioactive de l'appareil est effectué à la mise en service des installations puis au moins deux fois par an.

Les résultats de ce contrôle sont consignés sur un registre qui devra être tenu sur place à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ces contrôles peuvent être effectués par l'exploitant.

**Article 2-8:**

Le(s) récipient(s) contenant les sources doit(doivent) porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels et la date de la mesure de cette activité.

En dehors des heures d'emploi, les sources scellées sont conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée; elles sont notamment stockées dans un(des) logement(s) ou coffre(s) approprié(s) fermé(s) à clef dans les cas où elles ne seraient pas fixées à une structure inamovible.

#### **Article 2-9:**

Des dispositions particulières sont prises par l'exploitant pour prévenir le vol la perte ou la détérioration de substances radioactives.

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives devra être déclaré par l'exploitant dans les 24 heures au Préfet, à la Direction Générale de la Sûreté Nucléaire et de la Radioprotection (DGNSR) et à l'Institut de la Radioprotection et de la Sûreté Nucléaire (IRSN).

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, le type et numéro d'identification de la source scellée, le fournisseur, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

#### **Article 2-10:**

Tout utilisateur de sources scellées est tenu de restituer les sources qu'il détient aux fournisseurs en fin d'utilisation ou au plus tard dans un délai de dix ans après la date du premier visa de la Direction Générale de la Sûreté Nucléaire et de la Radioprotection (DGSNR) du formulaire de fourniture, sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation d'utilisation.

#### **Article 2-11:**

Pour la présentation à la DGSNR d'un formulaire de fourniture, tout utilisateur de sources scellées est tenu de l'accompagner d'un engagement de reprise des sources par le(les) fournisseur(s).

Toute détention de sources par l'utilisateur au-delà de sa limite de validité constituée, conformément à l'article R.5237 du Code de la Santé Publique, un usage abusif et peut entraîner le retrait de l'autorisation, sans préjudice des sanctions pénales prévues à l'article L.639 du Code de la Santé.

#### **Article 2-12:**

La responsabilité de l'utilisateur n'est dégagée au regard des présentes conditions qu'après réception par la DGSNR d'une attestation de reprise délivrée par le fournisseur.

En cas de défaillance du fournisseur, l'utilisateur en informe immédiatement la DGSNR qui lui donne les instructions nécessaires pour la reprise de la source.

#### **Article 2-13:**

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation doivent être remis à l'organisme régulièrement autorisé à cet effet. Le site devra être décontaminé s'il y a lieu. Cette décontamination doit être telle que l'accès au public pourrait y être autorisé.

#### **Article 3**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 4

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY CEDEX. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage pour les tiers.

#### Article 5

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERDUN et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

#### Article 6

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de VERDUN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de la société INEOS CHLOR France – Zone industrielle de Baleycourt – BP 95 55103 VERDUN Cedex et dont une ampliation sera adressée aux Directeurs Départementaux de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt, des Affaires Sanitaires et Sociales, et du Service Départemental d'Incendie et de Secours, au Directeur Régional de l'Environnement, au Chef du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civile et à Madame la Sous-Préfète de VERDUN.

BAR LE DUC, le 25 novembre 2004

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Hubert VERNET

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau délégué,

Marie-José GAND





ANNEXE: PLAN DU SITE LOCALISATION DES SOURCES SCELLEES.



